

L'énergie de demain!

Michel Derdevet

@ 35942

La crise sanitaire générée par le coronavirus dépasse déjà à l'évidence ce seul domaine, et nous oblige d'urgence à élargir notre champ de vision à l'ensemble de l'économie mondiale, et à son moteur essentiel, l'énergie.

En matière pétrolière, l'effondrement en quelques semaines de la demande, de 8 à 10 mbj (millions de barils par jour), doublé de stratégies opportunistes d'augmentation de la production de différents acteurs (Russie, Arabie saoudite...), a fait dégringoler le prix du baril à 24,88 \$ le 18 mars, un plus bas historique! Et l'excédent pétrolier mondial est évalué à 10 mbj, soit 10 % du marché mondial. Quel aveu de l'incapacité des instruments classiques (OPEP...) à coordonner les réactions en chaîne des pays producteurs : inquiétant pour l'économie mondiale!

Si l'on transpose cette absence de régulation mondiale au marché gazier, comment ne pas craindre les risques d'instabilités et de conflits majeurs entre et dans bon nombre de pays producteurs, incarnations de répliques en cascade de la crise sanitaire? Comment les pays qui restent encore aujourd'hui dépendants de leur production fossile pourront-ils surmonter ce «double choc» sanitaire et économique? Et comment, une fois la crise sanitaire apaisée, réintroduire de la raison et de la vision dans les choix énergétiques mondiaux?

C'est là aussi l'enjeu du «monde nouveau», qui jaillira à l'évidence une fois la crise sanitaire passée, car l'épidémie de coronavirus aura des conséquences sur tous les compartiments de la transition énergétique, et sur

ses grands chantiers (photovoltaïque, éolien, batteries...).

Avec une question sous-jacente majeure : la réduction des émissions de CO₂ restera-t-elle la nécessaire priorité des économies mondiales post-coronavirus? Les besoins de relance à court terme ne balayeront-ils pas les objectifs environnementaux globaux définis dès la COP21? Auquel cas, la pureté des eaux de la lagune de Venise et des ciels urbains chinois resteraient comme les cartes postales idylliques d'une économie mondiale en «mode pause»?

Trois pistes jalonnent sans doute la reconstruction économique de demain.

Une réflexion devra d'abord être engagée sur la mondialisation énergétique actuelle, et les effets d'une trop grande concentration des chaînes de valeur dans tel ou tel pays (pétrole dans les pays OPEP; énergies renouvelables (solaire, éolien...) en Chine...), qui est facteur de risque pour l'économie mondiale. Le repli sur soi, et les réflexes nationalistes ne seront pas la clef du redémarrage de demain, même si la demande des opinions ira sans doute dans ce sens; mais, en même temps, une trop grande spécialisation territoriale de la «mondialisation», telle que pratiquée depuis une vingtaine d'années, est sans doute condamnée.

Nous devons, demain, prolonger et amplifier les investissements dans le solaire, l'éolien, l'hydrogène, les batteries, le captage du carbone, l'isolation des bâtiments, car ils apporteront le double avantage de stimuler les économies et d'accélérer la transition. Et nous

devrons aussi investir massivement, financer à la hauteur les réseaux porteurs d'échanges, de secours et de solidarité entre les territoires, qu'il s'agisse des grands réseaux de production et de circulation de l'énergie, de l'eau ou des infrastructures de communication et d'information. Ainsi, le gouvernement chinois s'oriente-t-il ces jours-ci vers un plan de soutien massif à l'économie, qui se concentrera notamment sur les infrastructures (de nouveaux projets de lignes électriques UHVDC ont en ce sens été annoncés).

Au-delà, une autre vision de la planète devra sans doute être repensée. D'autres indicateurs que le seul PIB, en lien avec la définition même du développement durable, devront être mis en place. Le monde nouveau devra à l'évidence être reconstruit autour du bien-être des citoyens, du respect de l'harmonie naturelle, de l'assurance des services essentiels et du développement des biens communs. Déjà en 1972, dans son célèbre rapport Meadows, soulignant «Les limites de la croissance», le Club de Rome nous invitait à la réflexion sur ces sujets. Mais le chantier reste devant nous, qui devra obligatoirement combiner dans les prochaines décennies l'écologie, l'économie, le social et la politique.

Qu'on l'appelle «plan Marshall» mondial ou par un autre vocable, on voit bien que ce chantier, colossal, supposera avant tout une coordination et une articulation générale, au niveau planétaire. Plus que jamais, les instruments politiques que sont le G7 ou le G20 devront être de vrais cénacles de décisions, mettant en sourdine les rivalités et les égoïsmes des uns et des autres, au profit d'une vision porteuse de sens, telle, par exemple, que l'Accord de Paris le réalisa en matière climatique il y a moins de cinq ans... un siècle vu d'ici!

Et pour nous, Européens, il faudra plus que jamais passer à la vitesse supérieure; et au-delà d'une monnaie commune, mettre en place les vrais instruments de pilotage politique de la zone euro, pour unifier notre ripte et puissamment relancer les économies du vieux continent. Avec aussi, en perspective

majeure, la nécessité de lutter à court terme contre toutes les formes de précarité (notamment énergétiques) qui ne manqueront pas de surgir du chaos actuel. La présidente de la Commission européenne, Ursula Van der Leyen, avait fait, dès juillet dernier, du «Green Deal» l'axe majeur des cinq années à venir. Vision prémonitoire...